

International Conference on Women's History  
Amsterdam, Mars 1986

Françoise Picq  
Féminisme and the political issue

Le mouvement des femmes, en cette fin de 20<sup>e</sup> siècle est un phénomène international qui touche, à des degrés divers, l'ensemble des sociétés développées ; mais ses formes varient d'un pays à l'autre selon l'histoire, la situation socio-politique. Qu'est-ce qui, dans ces mouvements, relève de causes générales, communes à l'ensemble des femmes de cette génération ; qu'est ce qui est plus spécifique à chaque histoire, à chaque tempérament national ?

C'est l'un des intérêts d'une conférence internationale que de permettre à chacune d'avancer dans cette analyse comparative. On peut penser que les femmes de ces différents pays connaissent une situation commune : celle d'être nées à la fin de la guerre dans des sociétés qui connaissent l'expansion économique, le développement de l'instruction des filles et du travail des femmes, avant le début de la crise. On peut penser que cette génération se situe dans une histoire commune du féminisme, qu'elle s'appuie sur des acquis qui sont ceux de la génération précédente, celle qui a conquis l'égalité formelle, civile et politique ; mais aussi sur la conscience des limites de ces acquis qui lui permet de déplacer ses exigences.

Qu'en est-il des relations entre les mouvements de femmes et les mouvements étudiants et contestataires qu'on peut voir aussi comme un phénomène général ?

Dans plusieurs pays le mouvement des femmes, ou du moins une partie de celui-ci est issu de la gauche radicale et des conflits avec elle.

En ce qui concerne la France, il me semble qu'on doit analyser le discours et les pratiques féministes avec cette grille de lecture. C'est dans le mouvement de mai 68 que la contestation féministe de la politique traditionnelle prend sa source, elle y ajoute certaines analyses plus spécifiques et elle se prolonge par une critique des organisations de l'extrême gauche révolutionnaire. Les formes d'organisation du MLF s'expliquent en grande partie par cette critique du gauchisme.

Je voudrais donc préciser ces différents points avant de tenter d'en faire le bilan, quinze ans après.

Qu'est ce que la politique ?

Longtemps le politique a été défini par opposition au privé, les femmes étaient naturellement exclues de ce domaine qui avait été balisé et contrôlé par les hommes, leurs enjeux et leurs conflits. L'accès des femmes au droit de cité, après des années de lutte acharnée n'avait pas fondamentalement transformé les définitions et les normes traditionnelles du politique. C'est par rapport à celles-ci qu'on analyse bien souvent le comportement électoral des femmes pour juger de leur capacité politique.

En mai 68 en France, c'est une toute autre conception du politique qui s'exprime : "Tout est politique" dit-on alors ; tout c'est à dire tout ce qui vaut la peine, tout ce qui donne un sens à la vie, tout ce qui doit changer. Cette génération politique veut redéfinir les enjeux collectifs, c'est pourquoi elle valorise le politique comme projet de bouleversement. C'est pourquoi, aussi, elle méprise la politique comme activité particulière, spécialisée, coupée de la vie, monopolisée par des professionnels.

On l'a dit souvent : mai 68 ne s'est guère intéressé à la question des femmes, c'est pourtant sa conception du politique qui permet de poser de façon nouvelle, subversive, la question des femmes, en termes de mouvements sociaux, de conflit collectif.

"Tout est politique". "Le personnel est aussi politique" précise le mouvement des femmes. Ce slogan, venu d'Amérique fait fureur de ce côté de l'Atlantique, à tel point que la vie privée, la sexualité, les rapports entre les sexes apparaîtront comme ce qu'il y a de plus politique, profondément

Dans cette optique là, les jeux des partis, les enjeux du pouvoir institutionnels apparaissent dérisoires. L'électoralisme

n'est certainement pas le moyen de bouleverser les rapports essentiels, et la critique féministe du caractère masculin de la politique des partis rejoint sans difficultés la réticence des femmes à l'égard de ceux-ci. Cette politique est masculine par son contenu, par son style discursif, par la volonté de pouvoir qui l'anime ; les femmes ont de tout autres enjeux. La proportion dérisoire de femmes dans les Assemblées élues manifesterait l'absurdité de la prétention de celles-ci à représenter une société où les femmes sont majoritaires, mais on ne croit plus au système représentatif, on lui préfère la démocratie directe, la spontanéité créatrice, qui en mai 68 avait secoué une France qui s'ennuyait ; on aspire à décider pour soi même, à gouverner sa propre vie.

#### Critique du gauchisme

Ces principes subversifs, issus de mai 68, c'est d'abord face à l'extrême gauche que le féminisme les développe. C'est dans les groupes politiques dont beaucoup viennent que les femmes dénoncent les rapports de pouvoir qui s'y perpétuent, la division sexuelle du travail militant ; les hommes pensent, font la théorie, organisent, décident ; les femmes font tourner la ronéo, distribuent les tracts, gardent les enfants...

Les femmes contestent la théorie, élaborée par les hommes et où elles ne se reconnaissent pas ; elles contestent la priorité donnée à la lutte des classes qui fait du conflit des sexes un problème secondaire. Elles contestent la supériorité que les militants qui possèdent la théorie s'arrogent sur ceux qui ne connaissent l'oppression que parce qu'ils la vivent.

Elles y opposent l'importance de l'expérience vécue et de la révolte personnelle. Ainsi elles dépassent leur problème particulier pour poser celui de la relation entre les militants et les masses au nom desquelles ils luttent.

Les femmes se font objet de leur propre lutte, ce qui est une rupture avec le militantisme ; c'est pourquoi elles sont dénoncées comme des petites bourgeoises désireuses de profiter des privilèges de leur classe. Même à l'intérieur du mouvement des femmes, la méfiance est grande à l'égard du féminisme ; beaucoup craignent de trahir la lutte des classes et de mener un combat de privilégiées. Mais la critique féministe de l'ouvriérisme est convaincante quand elle le voit comme rapport de pouvoir et soutient la nécessité pour les opprimés de décider eux-même les objectifs et les moyens de leur libération.

Evidemment, c'est dans les groupes d'extrême gauche les plus libertaires qu'émerge d'abord la contestation féministe, c'est eux qui sont les plus réceptifs à cette critique, et c'est eux qui seront les premiers déstabilisés par le féminisme. Ceux qui avait formulé l'objectif "changer la vie" voient avec intérêt les femmes reprendre ce mot d'ordre et lui donner toute sa dimension en montrant les rapports entre les sexes comme des rapports sociaux. Ils acceptent le principe de l'autonomie politique du mouvement des femmes, sans pouvoir empêcher les contradictions entre les sexes de se développer jusqu'à la rupture.

## L'utopie féministe

L'organisation du mouvement de libération des femmes s'explique et se justifie par cette critique féministe de la politique, de la politique traditionnelle et du militantisme gauchiste.

Sur bien des points, le MLF prend le contrepied systématique des pratiques qu'il a contestées dans les organisations. C'est ainsi que se construit ce que j'appellerais l'utopie féministe. Celle-ci peut être caractérisée par trois éléments principaux : le refus de la théorie et des spécialistes, le refus de l'organisation, l'utopie d'un monde sans pouvoir.

C'est certainement un apport fondamental du mouvement des femmes, que ce refus d'une théorie pré-établie, d'un discours politique élaboré par d'autres ; et ce fut une découverte fascinante que de construire soi même, à partir de rien si ce n'est de ses désirs, de son vécu, de sa subjectivité ; de faire émerger contre l'image dévaluée de la féminité une identité collective dans la lutte. Il est certain que cette absence de théorie préalable a permis une fantastique créativité de tant de femmes qui cessaient de se sentir infériorisées par leur ignorance. La parole jaillissait sans entraves, dès lors que c'était à partir de soi, de son expérience.

La théorie de l'oppression et de la libération des femmes devait apparaître par la collectivisation des vécus individuels ; mais on se méfiait des individus qui auraient élaboré un peu plus que d'autres cette théorie commune. Dans les

compétences particulières de certaines, on voyait poindre la prise du pouvoir, tandis que le désir de généraliser était suspect de masculinité ; la théorie, le concept, le rationnel étaient considérés comme masculins et rejetés du côté du pouvoir, du système.

Du gauchisme, le mouvement avait repris et développé la critique des formes traditionnelles de la représentation, de la délégation de pouvoir, de la centralisation ; il y avait ajouté le refus de toute hiérarchie, de toute organisation où il voyait un frein à la spontanéité créatrice. Au MLF rien de tel ; aucune organisation, aucune modalité définie de prise de décision collective, aucun moyen de contrôle non plus sur des gens auxquels une fonction particulière aurait été déléguée. Chacune décidait, pour elle même de suivre ou non des mots d'ordres proposés par qui voulait ; aucune décision collective n'engageait l'ensemble du mouvement. Toute volonté d'organiser était immédiatement dénoncée comme soumission aux schémas masculins et ceci d'autant plus facilement que celles qui le voulaient semblaient envoyées par leurs organisations pour prendre le pouvoir et inféoder le mouvement à la ligne politique de ces organisations.

Dans ce refus de l'organisation, il y avait une crainte de reproduire les schémas gauchistes, masculins, mais il y avait aussi un dédain pour l'activité sérieuse, responsable de celles qui cherchaient l'efficacité . La lutte des femmes était une fête ; le mouvement avait émergé comme un fantastique happening, subversif par son caractère ludique ; la recherche de l'efficacité était considérée comme du réformisme.

Dès lors que tout le mal était rejeté sur l'extérieur, sur le monde des hommes, on croyait entre femmes construire un monde sans pouvoir : la violence, l'oppression, l'autorité, les rapports de domination apparaissaient liés aux formes masculines d'organisation, à une volonté de pouvoir qui semblait n'appartenir qu'aux hommes. Entre femmes, on inventait des rapports radicalement nouveaux, fondés sur la confiance, la spontanéité, la libre-expression ; nulle ne savait mieux, ne pouvait plus ; on avait foi en la capacité quasi-naturelle des femmes de développer des valeurs égalitaires et d'agir sans organisation.

L'utopie c'était de croire qu'un monde sans pouvoir, sans violence, sans domination était possible ; c'était plus encore de croire au pouvoir subversif de celui-ci, qui serait par sa seule existence la menace la plus radicale contre le pouvoir mâle et contre tout pouvoir.

Quelle expérience merveilleuse, irremplaçable ; mais il y avait là bien des risques qui sont parfois ceux de l'utopie. Un cordon de sécurité délimitait de façon absolue un dedans et un dehors et constituait progressivement un ghetto. Toutes les contradictions étaient projetées sur l'extérieur, ce qui empêchait d'analyser les rapports et de maîtriser les oppositions entre les femmes. D'autre part, la recherche d'une identité collective des femmes, d'une spécificité porteuses de toutes les valeurs subversives ne risquait-elle pas de reproduire un certain naturalisme. Et puis, cette conception d'une politique totale où privé et public ne faisaient qu'un ne risquait-elle pas de produire à certains moments un totalitarisme par le contrôle collectif sur les vécus individuels et les inconscients.

On peut se demander si au cours des années, les principes qui avaient fait la force du mouvement des femmes ne se sont pas transformés en dogmes, intouchables ; toute remise en question était considérée comme un retour en arrière, innacceptable. Ce qui avait été productif dans la période de découverte, de créativité du MLFa progressivement cessé de l'être et a abouti bien souvent aux effets inverses.

On avait contesté le militantisme, on n'avait pas voulu faire du MLF une avant-garde dans la lutte des femmes ; mais on n'avait pas trouvé de pratique sociale alternative au militantisme ; on n'avait pas trouvé le moyen de développer des relations avec les femmes d'autres milieux sociaux et le mouvement rencontrait ses limites. Les idées féministes étaient diffusées dans la société par des canaux que le mouvement ne contrôlait pas. Sa dénonciation de la récupération était impuissante.

Dans le mouvement on avait nié les rapports de pouvoir et refusé les formes de la délégation et du contrôle ; on avait masqué les rapports de pouvoir qui s'instauraient de façon occulte et étaient incontrôlables. Toutes les formes de manipulation étaient rendues possibles et le MLF en a connu de peu ordinaires. Celles-ci étaient plus particulièrement le fait d'un groupe, et les autres ont eu tendance à rejeter sur celui-ci tout le mal au lieu de remettre en question l'ensemble des principes fondateurs, utopistes du mouvement ; mais les mêmes mécanismes étaient en oeuvre



et surtout la situation politique qui avait bien changé au cours des années nécessitait une adaptation des modes de fonctionnement du mouvement.

#### Les féministes et l'Etat

Je voudrais maintenant envisager plus précisément le rapport du mouvement des femmes à la politique traditionnelle, aux élections, au jeu des partis et du pouvoir.

Faut-il préciser que la France est un pays extrêmement centralisé où l'Etat est omniprésent, dans la réglementation de la vie de tous les jours, dans la détermination de la morale par le droit. C'est certainement cette omniprésence particulièrement autoritaire avec le gaullisme qui a déterminé l'ampleur de la révolte généralisée de mai 68.

Dans la tradition gauchiste, extra-parlementaire, le MLF conteste l'électoratisme et se désintéresse le plus souvent des enjeux électoraux. On trouve dans la presse féministe quelques débats au moment des différentes élections parlementaires ou présidentielles. Il y apparaît que les féministes, sans se faire d'illusions, penchent à gauche, pourtant elles ne sont pas d'accord sur l'utilité du vote ; bien sur le MLF ne donne aucune consigne, chacune se détermine et il n'y a guère jusqu'à 1981 d'engagement collectif de soutien. On considère généralement que les élections ne sont pas le terrain de la lutte des femmes et que le vote apporte une caution à la politique des partis.

Sous l'impact du féminisme, les femmes sont devenues un en-

jeu électoral et les partis rivalisent de promesses en leur direction, mais il n'y a pas d'exigences précises coordonnées par le mouvement en direction des candidats comme c'était la pratique des féministes du début du siècle. Il n'y a pas de vote féministe, pas de pression directe sur la vie politique.

Les féministes se désintéressent des problèmes internes à la politique électorale, qui souvent concernent les femmes : modes de scrutin, représentation des sexes, quotas...

L'idée de candidatures féministes est étrangère au mouvement, l'initiative de Gisèle Halimi en 78 est sans doute appréciée par certaines mais la plupart se méfient de la démarche individualiste de celle-ci et n'aiment pas voir le féminisme se soumettre aux règles électorales.

En délaissant le domaine de la politique traditionnelle, au nom d'une vision différente, le mouvement a finalement abandonné celle-ci aux hommes.

Au début des années 70, la société française, secouée par mai 68 était réceptive aux thèmes contestataires du mouvement, la marginalité était un phénomène de masse; en prise sur la réalité et le caractère politique de la lutte des femmes était apparu à l'évidence, en particulier parce qu'elle s'affrontait au pouvoir d'Etat et l'obligeait à changer la législation. Le MLF avait obtenu des succès exceptionnels et semblait-il sans avoir fait de compromis avec le système, en gardant sa pureté révolutionnaire. C'était ce que certaines

appellent une stratégie de récupération : le MLF se contentait d'affirmer des principes comme le droit des femmes à disposer d'elles même, sans traduire ces exigences en objectifs limités, progressifs, il laissait aux institutions le soin de réagir, de réaliser en leur sein des compromis où les femmes n'étaient pas partie prenante, et criait à la récupération.

Il est certain que la radicalité du mouvement a permis de débloquent la situation et d'impulser des processus de réforme profonds. Mais progressivement les choses ont changé.

Le vaste mouvement social dont faisait partie le MLF s'est réduit comme peau de chagrin, une définition plus traditionnelle de la politique l'a emporté à nouveau que le MLF était seul à contester. Passée la période d'affrontement direct à l'Etat la lutte des femmes perdait son caractère politique. Les institutions ont retrouvé leur assise, leurs habitudes, leur pouvoir. Le mouvement qui n'avait pas voulu représenter les femmes face aux pouvoirs publics s'est trouvé marginalisé.

Les féministes avaient négligé les transformations du système politique après mai 68 ; Dans des domaines où les femmes étaient concernées un certain déplacement du lieu de la décision politique avait lieu, des organes de concertation sociale avant ou à la place de la décision gouvernementale comme le Haut Conseil de l'Egalité professionnelle ou le Comité Consultatif National d'Ethique qui envisage les Nouvelles techniques de reproduction. Dans ces instances où se rencontrent les partenaires sociaux et les personnalités concernées, l'absence de féministes est une lacune grave.

Le mouvement des femmes a produit des bouleversements très importants ; dans la législation, dans les représentations sociales. Il me semble pourtant qu'on peut se demander si le maintien d'un certain purisme révolutionnaire n'a pas été au bout d'un temps un frein , si le refus de se compromettre avec les institutions n'a pas permis à celles-ci de s'adapter tout en maintenant leur caractère masculin, si la crainte du réformisme n'a pas fait perdre au mouvement des femmes le contrôle qu'il aurait pu avoir sur un processus de réformes qu'il impulsait.

Le MLF, fragilisé par ses contradictions internes, et ligoté par des principes désormais inadaptés a été incapable de se renouveler ; il n'a pas su profiter de l'alternance de 1981. Bien sur il y a eu quelques acquis, notamment dans le domaine de la recherche, mais dans l'ensemble on peut considérer que l'influence des féministes a été bien faible dans cette période : ni participation au pouvoir, ni contre-pouvoir.